

Grands défis environnementaux: quelle place entre déni et intégrisme?

OPINION



LIONEL HALPÉRIN

AVOCAT ET CANDIDAT PLR AU CONSEIL NATIONAL

Il faut mettre un terme aux obstacles bureaucratiques pour tous ceux qui souhaitent investir dans le renouvelable

doivent être mises en œuvre rapidement. Ni le retour à l'âge de pierre ni le déni ne permettront d'apporter les réponses nécessaires, lesquelles ne sauraient être simplistes.

Notre pays, grâce à sa saine gestion et à sa capacité à attirer des entreprises, peut se permettre aujourd'hui des dépenses que d'autres sont incapables d'envisager. Il est donc temps de mettre en œuvre un plan ambitieux et audacieux visant à accélérer le passage au renouvelable lorsque cela est possible, sans chercher en parallèle à brimer la population et à lui faire supporter les coûts de ces initiatives.

La tentation naturelle de nos autorités à l'excès de prudence pourrait nous amener à retarder les mesures qui permettraient à la Suisse de voir plus sereinement l'hiver arriver et, sur le plus long terme, de jouer un rôle précurseur dans les énergies renouvelables.

Depuis quelques années, les enjeux climatiques liés au réchauffement de la planète occupent à juste titre le devant de la scène. A ces enjeux sont venues s'ajouter plus récemment les craintes importantes et réelles d'un approvisionnement déficient en énergie, conséquence de la guerre en Ukraine et de l'approvisionnement très restreint de l'Europe en gaz russe. La rentrée politique est donc l'occasion de voir affluer les critiques vis-à-vis de la gestion de ces questions par le Conseil fédéral et de voir abonder en parallèle les solutions à l'emporte-pièce.

Ainsi, ces derniers mois ont vu fleurir au sein des Vert-e-s des propositions liberticides dessinant un monde où tous les positions divergente est exclue au nom d'une pensée unique. Cette pensée serait incontestable parce qu'elle aurait pour vocation de préserver notre planète. Si cet objectif est évidemment essentiel, il ne justifie en aucun cas pour autant de s'asseoir sur les grands principes de liberté et de responsabilité individuelle sur lesquels les droits de l'homme se sont construits. Ce monde ressemblerait à s'y méprendre à celui de ces régimes autocrates, celui où la norme est l'interdiction et où le pouvoir décide de ce qui peut se dire, se faire, et même se manger. Ce dogme a d'ailleurs entraîné la démission de plusieurs élus verts, dégoûtés par le traitement réservé aux opinions divergentes.

Parallèlement, à l'autre bord extrême de l'échiquier politique, certains accusent le Conseil fédéral de ne rien faire pour défendre la population et d'être responsable de la pénurie qui se dessine pour ne pas avoir anticipé que les énergies renouvelables ne permettraient pas de palier le moratoire sur le nucléaire et/ou l'utilisation d'énergies à combustion. Ce faisant, ils font abstraction de la problématique du réchauffement au risque de manquer le virage énergétique que la population est en droit d'attendre.

Entre ces extrêmes, des solutions existent et

La population a déjà eu l'occasion de clarifier le fait qu'elle n'entendait pas, par des hausses d'impôts ou de taxes, payer le coût de cette transition énergétique. Si chacun est prêt à des efforts limités, ceux-ci ne doivent pas porter atteinte à la qualité de vie.

Il s'agit donc, partout où cela est possible, d'installer des panneaux solaires et des barrages hydrauliques sans délai, quitte à passer outre aux oppositions notamment et paradoxalement des associations de protection de la nature. Les motions votées récemment par le parlement sont encourageantes s'agissant de l'engagement à investir, mais la renonciation par le Conseil des Etats à soumettre les lois sur la protection de l'environnement aux objectifs de développement de l'énergie laisse songeur. A juste titre, le parlement s'engage dans des investissements majeurs en faveur du renouvelable, mais semble prêt, sous l'impulsion de la gauche et des Vert-e-s notamment, à laisser perdurer le statu quo face aux oppositions qui se multiplient. Nous pourrions donc, mais au rythme actuel, soit dans quinze ans au mieux. Est-ce comme cela qu'il faut gérer l'urgence climatique?

Je crois pour ma part qu'il faut mettre un terme aux obstacles bureaucratiques pour tous ceux qui souhaitent investir dans le renouvelable et parallèlement s'engager sans attendre pour faire de la Suisse un pôle pour le développement des énergies propres. Nous pourrions ainsi non seulement permettre à notre pays de passer l'hiver au chaud, mais également de devenir un modèle sur le plan de la transition énergétique comme il l'est sur le plan de la stabilité de ses institutions et de son engagement démocratique.

Pour cela il nous faut croire en notre pays, investir dans des produits à haute valeur ajoutée et prendre peut-être quelques risques (notamment financiers) auxquels nous ne sommes pas habitués. ■